

89.01
RCS AUXERRE
N° gestion
95882

14 JUIN 2000
2000691

AQUINOX
Société à Responsabilité Limitée au capital de F. 200000
Siège Social : 11 Rue des Isles 89470 MONETEAU
400 915 799 RCS AUXERRE

**PROCES-VERBAL DE LA REUNION DE
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 17 MAI 2000**

L'an deux mille

Le 17 MAI
à 9 Heures 30

Au siège social,

11 Rue des Isles
89470 MONETEAU

Les associés de la Société à Responsabilité Limitée AQUINOX au capital de 200000 F, divisé en 2000 parts sociales de 100 F chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire sur convocation de la Gérance.

Sont présents :

Madame Annick RAVEAU possédant	1 490 parts.
Madame Catherine NAHAN possédant	10 parts.
Total des parts	1 500 parts.

L'Assemblée réunissant au moins les trois quarts des parts sociales, peut valablement délibérer et, en conséquence, est déclarée régulièrement constituée.

La réunion est présidée par Madame Annick RAVEAU, Gérante associée.

La Présidente rappelle que les associés sont réunis à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Réduction du capital social pour pertes d'une somme de 200 000 F.
- Décision et réalisation d'une augmentation du capital social d'une somme de 420 000 F par l'émission de 4 200 parts sociales nouvelles de 100 F chacune, à libérer intégralement en numéraire ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société.
- Réduction du capital social pour pertes d'une somme de 220 000 F.
- Modification corrélative des statuts.

- Pouvoirs en vue des formalités.

Elle dépose devant l'Assemblée et met à la disposition de ses membres :

- Une copie de la lettre de convocation des associés.

- Le rapport de la Gérance.

- Le texte des résolutions proposées.

Elle précise que tous les documents prescrits par l'article 37 du Décret du 23 mars 1967, et qu'il énumère, ont été adressés aux associés et tenus à leur disposition au siège social, dans les délais prévus par ledit article.

L'Assemblée, sur sa demande, lui donne acte de ses déclarations et reconnaît la validité de la convocation.

Lecture est ensuite donnée du rapport de la Gérance.

Enfin, elle déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant plus la parole, la Présidente met aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

PREMIERE RESOLUTION

La collectivité des associés, après avoir entendu la lecture du rapport de la Gérance, et après avoir constaté que le bilan arrêté au 31 DECEMBRE 1999 fait apparaître une perte de 88 551, 28 F à laquelle s'ajoute un report à nouveau débiteur de 470 723, 05 F, décide que le capital actuellement fixé à 200 000 F, divisé en 2 000 parts sociales de 100 F chacune, est réduit de 200 000 F sous la condition suspensive de la réalisation d'une augmentation de capital ramenant le capital au minimum légal.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

Sous la même condition suspensive de la réalisation d'une augmentation de capital ramenant le capital au minimum légal, la collectivité des associés décide de réaliser cette réduction de capital par voie d'annulation de la totalité des 2 000 parts sociales composant le capital social.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

La collectivité des associés, après avoir entendu la lecture du rapport de la Gérance, décide d'augmenter le capital social ramené à 0 aux termes des précédentes résolutions d'une somme de 420 000 F pour le porter à 420 000 F par la création de 4 200 parts nouvelles de 100 F chacune, numérotées de 1 à 4 200, émises au pair, et à libérer intégralement en numéraire ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société.

Ces 4 200 parts sociales nouvelles seront créées avec jouissance de ce jour. A compter de cette date, elles seront complètement assimilées aux parts anciennes et soumises à toutes les dispositions statutaires.

En conséquence, la réduction de capital objet des deux premières résolutions est définitivement réalisée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

La collectivité des associés, en conséquence de l'adoption de la résolution qui précède constate :

- que d'un accord unanime entre les associés, les 4 200 parts nouvelles sont immédiatement souscrites, savoir :

☞ Par Madame Annick RAVEAU
à concurrence de QUATRE MILLE CENT QUATRE VINGT
DIX parts sociales.
ci 4 190 parts

☞ Par Madame Catherine NAHAN
à concurrence de DIX parts sociales.
ci 10 parts

Total égal au nombre de parts sociales nouvelles	4 200 parts
---	---

- que chaque souscripteur a libéré intégralement le montant de sa souscription de la manière suivante :

☞ Madame Annick RAVEAU
à concurrence de la somme de
QUATRE CENT DIX NEUF MILLE FRANCS par compensation
avec des créances liquides et exigibles sur la Société
ci 419 000 F

☞ Madame Catherine NAHAN
à concurrence de la somme de
MILLE FRANCS en numéraire
ci 1 000 F

TOTAL DES SOUSCRIPTIONS	420 000 F
--------------------------------------	---------------------------------------

La collectivité des associés constate en outre :

- que la somme de 1 000 F, correspondant au montant des souscriptions en numéraire, a été déposée à un compte ouvert au nom de la Société sous la rubrique "Augmentation de capital à réaliser" ainsi que l'atteste le récépissé établi par la banque ;
- que la somme de 419 000 F, montant des souscriptions par compensation, correspond à des créances liquides et exigibles sur la Société ainsi qu'il ressort de l'arrêté de comptes définitifs certifié par la Gérance ;
- qu'ainsi l'augmentation de capital est régulièrement et définitivement réalisée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

La collectivité des associés après avoir entendu la lecture du rapport de la Gérance et après avoir constaté qu'après réalisation de la première réduction de capital, le solde des pertes à apurer s'élève à 359 274, 33 F, décide que le capital actuellement fixé à 420 000 F, divisé en 4 200 parts sociales de 100 F chacune, est réduit de 220 000 F afin de ramener le solde des pertes restant à apurer à 139 274, 33 F permettant de retrouver une situation nette légèrement positive mais toujours inférieure à la moitié du capital social.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

La collectivité des associés décide de réaliser cette réduction de capital par voie de réduction du nombre des parts sociales, au moyen de l'annulation de 2 200 parts sociales existantes de 100 F chacune, entièrement libérées.

Madame Annick RAVEAU a déclaré vouloir supporter seule cette réduction de capital, en conséquence, aucune part sociale détenue par Madame Catherine NAHAN ne sera annulée

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

La collectivité des associés, constatant la réalisation définitive de l'augmentation de capital dont il s'agit, décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts qui seront désormais libellés ainsi qu'il suit :

Article 6 - APPORTS - FORMATION DU CAPITAL

Lors de la constitution de la Société il a été apportée la somme de 200 000 F, en numéraire.

Cette somme avait été déposée à la BANQUE PARISIENNE DE CREDIT, Place Charles Lepère à AUXERRE (Yonne).

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 17 MAI 2000, le capital social a été réduit de 200 000 F pour être ramené à 0 F.

Aux termes de la même Assemblée Générale Extraordinaire en date du 17 MAI 2000, le capital social a été augmenté de 420 000 F, en numéraire, pour être porté à 420 000 F.

Aux termes de cette même Assemblée Générale Extraordinaire du 17 MAI 2000, le capital social a été réduit d'une somme de 220 000 F pour être ramené à 200 000 F.

Article 7 - CAPITAL

Le capital social est fixé à 200 000 F, divisé en 2 000 parts de 100 F chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 2 000 et réparties entre les associés en proportion de leurs droits respectifs, savoir :

☞ A Madame Annick RAVEAU,
à concurrence de MILLE NEUF CENT QUATRE VINGT DIX parts sociales
portant les numéros de 1 à 1 990³
ci 1 990 parts

☞ A Madame Catherine NAHAN,
à concurrence de DIX parts sociales
portant les numéros de 1 991 à 2 000
ci 10 parts

Total égal au nombre de parts composant le capital social 2 000 parts

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

HUITIEME RESOLUTION

La collectivité des associés confère tous pouvoirs au porteur de l'original, d'un extrait ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt, et autres qu'il appartiendra.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 10 Heures.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, qui a été signé par tous les associés présents ou par leurs mandataires, après lecture.

DUPLICATE

VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A LA RECETTE	
DIVISIONNAIRE D'AUXERRE LE 23 MAI 2000	
COPIE CERTIFIÉE CONFORME	
VOL <i>15</i>	F° <i>51</i>
BORD. 329 - 3 - 853	
REÇU	[- DT DE TIMBRE <i>400 F</i>
	[- DT D'ENREG <i>Mille e.p.sents</i>
SIGNATURE: <i>[Signature]</i>	

5

[Signature: Raveau]

AQUINOX

Société à Responsabilité Limitée au capital de 200 000 F

Siège Social : 11 Rue des Isles - 89470 MONETEAU

400 915 799 RCS AUXERRE

STATUTS

TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION -
DUREE - EXERCICE SOCIAL - SIEGE

Article 1er - CONSTITUTION - FORME

Par acte sous seing privé en date à MONETEAU du 27 AVRIL 1995 enregistré à AUXERRE RD le 4 MAI 1995 volume 13, folio 15, bordereau 296/2/786, il a été constitué entre :

- La Société FINANCIERE GUYON

Société Anonyme au capital de 250 000 F

dont le siège social est à MONETEAU (Yonne) 11, rue Isles
représentée par son Président, Monsieur Louis GUYON,

- Monsieur Louis GUYON

né le 25 NOVEMBRE 1949 à CLAMECY (Nièvre)

de nationalité française

demeurant 13, rue des Isles à MONETEAU (Yonne)

en instance de divorce,

- Monsieur Pascal VIRBEL

né le 2 DECEMBRE 1956 à ROMILLY SUR SEINE (Aube)

de nationalité française,

demeurant Avenue du 19 Mars 1962 à SAINT ANDIOL (Bouches du Rhône)

marié sans contrat à la Mairie de PARLY le 27 JUIN 1981 avec

Madame Sylvia CARRETTA,

propriétaire des parts alors créées, la présente Société à Responsabilité Limitée régie par les Lois et règlements en vigueur et par les présents statuts.

Article 2 - OBJET

La Société a pour objet, en France et dans tous pays :

- la conception, la fabrication, la vente, l'installation de tous éléments permettant la réalisation de piscines,
- l'achat, la vente de tous produits se rattachant directement ou indirectement à l'activité 'piscine' et au traitement de l'eau,
- le service et le conseil en matière de traitement de l'eau et de l'hygiène.
- le service après-vente,
- l'achat, la vente, l'exploitation de tous brevets,
- le négoce de tous matériels inox, collectivités et cuisines professionnelles.

Et d'une manière générale, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes.

Article 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : AQUINOX

Dans tous actes et documents émanant de la société, cette dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société à Responsabilité Limitée » ou des initiales « S.A.R.L. » et de l'énonciation du capital social.

Article 4 - DUREE DE LA SOCIETE - EXERCICE SOCIAL

1 - La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

2 - L'année sociale commence le 1er JANVIER et finit le 31 DECEMBRE.

Article 5 - SIEGE SOCIAL

Le Siège de la Société est fixé à : MONETEAU (YONNE), 11 Rue des Isles.

Il peut être transféré en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés. La Gérance peut créer des succursales partout où elle le juge utile.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES

Article 6 - APPORTS - FORMATION DU CAPITAL

Lors de la constitution de la Société il a été apportée la somme de 200 000 F, en numéraire.

Cette somme avait été déposée à la BANQUE PARISIENNE DE CREDIT, Place Charles Lepère à AUXERRE (Yonne).

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 17 MAI 2000, le capital social a été réduit de 200 000 F pour être ramené à 0 F.

Aux termes de la même Assemblée Générale Extraordinaire en date du 17 MAI 2000, le capital social a été augmenté de 420 000 F, en numéraire, pour être porté à 420 000 F.

Aux termes de cette même Assemblée Générale Extraordinaire du 17 MAI 2000, le capital social a été réduit d'une somme de 220 000 F pour être ramené à 200 000 F.

Article 7 - CAPITAL

Le capital social est fixé à 200 000 F, divisé en 2 000 parts de 100 F chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 2 000 et réparties entre les associés en proportion de leurs droits respectifs, savoir :

☞ A Madame Annick RAVEAU, à concurrence de MILLE NEUF CENT QUATRE VINGT DIX parts sociales portant les numéros de 1 à 1 990 ci	1 990 parts
☞ A Madame Catherine NAHAN, à concurrence de DIX parts sociales portant les numéros de 1 991 à 2 000 ci	10 parts
Total égal au nombre de parts composant le capital social	2 000 parts

Les associés déclarent que toutes les parts représentant le capital leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus et sont toutes entièrement libérées.

Article 8 - AUGMENTATION ET REDUCTION DE CAPITAL

Toute modification du capital social sera décidée et réalisée dans les conditions et avec les conséquences prévues à cet effet par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 9 - PARTS SOCIALES

1 - La propriété des parts résulte simplement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions et attributions qui seraient régulièrement réalisées.

2 - Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social. Elle donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions collectives des associés.

3 - La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la Société qui continue d'exister avec un associé unique. Dans ce cas, l'associé unique exerce tous les pouvoirs dévolus à l'Assemblée des Associés.

Article 10 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

1 - La cession des parts sociales s'opère par un acte authentique ou sous signatures privées. Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée ou être acceptée par elle dans un acte notarié. Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par la Gérance d'une attestation de ce dépôt.

2 - Les parts se transmettent librement, à titre gratuit ou onéreux, entre associé, entre ascendants et descendants et entre conjoints.

Lorsque la Société comporte plus d'un associé, les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la Société qu'avec le consentement de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette majorité étant en outre déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant. La cession n'est opposable aux tiers qu'après l'accomplissement de ces formalités et, en outre, après publicité au Registre du Commerce et des Sociétés. Le projet de cession est notifié à la Société et à chacun des associés. Toutefois, les opérations de toute nature réalisées par l'associé unique sont libres.

3 - En cas d'apport de biens ou de deniers communs, ou d'acquisition de parts sociales au moyen de deniers communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut revendiquer personnellement la qualité d'associé pour la moitié des parts souscrites et ce, dans les conditions et selon les modalités prévues par la Loi.

4 - Les parts sociales sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux.

Article 11 - DECES - INTERDICTION - FAILLITE D'UN ASSOCIE

La Société n'est pas dissoute lorsque la faillite personnelle, l'interdiction de gérer ou une mesure d'incapacité est prononcée à l'égard de l'un des associés. Elle n'est pas non plus dissoute par le décès d'un associé. Mais si l'un de ces événements se produit en la personne d'un Gérant, il entraînera cessation de ses fonctions de Gérant.

TITRE III

ADMINISTRATION - CONTROLE

Article 12 - GERANCE

1 - La Société est gérée par une ou plusieurs personnes physiques choisies parmi les associés ou en dehors d'eux.

Chacun des Gérants engage la Société, sauf si ses actes ne relèvent pas de l'objet social et que la Société prouve que les tiers en avaient connaissance. Il a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux. Il a la signature sociale.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés et à titre de mesure d'ordre intérieur, les Gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément - sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle ne soit conclue - pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la Société.

Toutefois, les emprunts, à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'établissements commerciaux ou d'immeubles, les hypothèques et nantissements, la fondation de sociétés et tous apports à des sociétés constituées ou à constituer, ainsi que toute prise d'intérêt dans ces sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire, sans toutefois que cette limitation de pouvoirs, qui ne concerne que les rapports des associés entre eux, puisse être opposée aux tiers.

2 - Chaque Gérant a droit à une rémunération dont les modalités sont déterminées par une décision collective ordinaire des associés.

3 - Sauf disposition contraire de la décision qui les nomme, les Gérants ne sont tenus de consacrer que le temps nécessaire aux affaires sociales.

Les Gérants peuvent d'un commun accord et sous leur responsabilité, constituer des mandataires spéciaux et temporaires pour la réalisation d'opérations déterminées.

Les Gérants sont responsables, individuellement ou solidairement en cas de faute commune, envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Si plusieurs Gérants ont coopéré aux mêmes faits, le tribunal détermine la part contributive de chacun dans la réparation du dommage.

4 - Tout Gérant, associé ou non, nommé ou non dans les statuts, est révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

En cas de cessation de fonctions par l'un des Gérants pour un motif quelconque, la Gérance reste assurée par le ou les autres Gérants. Si le Gérant qui cesse ses fonctions était seul, la collectivité des associés aura à nommer un ou plusieurs autres Gérants, à la diligence de l'un des associés et aux conditions de majorité prévues par la Loi.

Article 13 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être nommés. Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la Loi. Les Commissaires aux Comptes sont désignés pour six exercices.

TITRE IV

DECISIONS DES ASSOCIES

Article 14 - DECISIONS COLLECTIVES

1 - La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qualifiées d'extraordinaires quand elles concernent tout objet pouvant entraîner directement ou indirectement une modification des statuts, et d'ordinaires dans tous les autres cas.

2 - Ces décisions sont prises, au choix de la Gérance, soit en Assemblée Générale, soit par consultation écrite des associés. Elles peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte. Toutefois, la réunion d'une Assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice.

3 - Les Assemblées Générales sont convoquées par la Gérance ou à défaut par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, ou encore à défaut par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé.

Pendant la période de liquidation, les Assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Les Assemblées Générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

4 - En cas de consultation écrite, la Gérance adresse à chaque associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant, pour chaque résolution, formulé par les mots «oui» ou «non».

La réponse est adressée à l'auteur de la consultation par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

5 - Lorsque les décisions résultent du consentement de tous les associés exprimé dans un acte, celui-ci doit comporter les noms de tous les associés et la signature de chacun d'eux. Cet acte est établi sur le registre des procès-verbaux.

6 - Chaque associé a droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède, sans limitation.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint, sauf si la Société ne comprend que les deux époux.

Il peut aussi se faire représenter par un autre associé justifiant de son pouvoir, à condition que le nombre des associés soit supérieur à deux.

TITRE V

AFFECTATION DES RESULTATS - REPARTITION DES BENEFICES

Article 15 - ARRETE DES COMPTES SOCIAUX

Il est dressé à la clôture de chaque exercice, par les soins de la Gérance, un inventaire de l'actif et du passif de la Société, et des comptes annuels conformément aux dispositions du Titre II du Livre Ier du Code de Commerce.

La Gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfice, aux amortissements et provisions prévus ou autorisés par la Loi.

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la Société, ainsi qu'un état des sûretés consenties par elle sont annexés à la suite du bilan.

La Gérance établit un rapport de gestion sur la situation de la Société et l'activité de celle-ci pendant l'exercice écoulé.

Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés sont réunis par la Gérance pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats.

Article 16 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la Société, y compris tous amortissements et provisions, constituent le bénéfice.

Sur ce bénéfice diminué le cas échéant des pertes antérieures, sont prélevées tout d'abord les sommes à porter en réserve en application de la Loi ou des statuts.

Ainsi, il est prélevé 5 p.100 pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la Loi, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

Cependant hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la Loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve, en application de la Loi et des présents statuts, les associés peuvent, sur proposition de la Gérance, reporter à nouveau tout ou partie de la part leur revenant dans le bénéfice, ou affecter tout ou partie de cette part à toutes réserves générales ou spéciales dont ils décident la création et déterminent l'emploi s'il y a lieu.

Les pertes, s'il en existe, sont imputées sur les bénéfices reportés des exercices antérieurs ou reportées à nouveau.

TITRE VI

PROROGATION - TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 17 - PROROGATION

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, la Gérance doit provoquer une réunion de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour la modification des statuts, si la Société doit être prorogée.

Article 18 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la Gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

L'Assemblée délibère aux conditions de majorité prévues pour la modification des statuts.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la Loi, réduit d'un montant égal au montant des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins à ce montant minimum.

En cas d'inobservation des prescriptions de l'un ou plusieurs des alinéas qui précèdent, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Article 19 - TRANSFORMATION

La Société peut être transformée en une Société d'une autre forme par décision collective des associés statuant aux conditions de majorité prévues pour la modification des statuts.

Toutefois, la transformation en Société en Nom Collectif, en Commandite Simple, en Commandite par actions, en Société par actions simplifiée ou en Société Civile exige l'unanimité des associés.

La transformation en Société Anonyme peut être décidée par les associés représentant la majorité des parts sociales, si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent le montant fixé par la Loi.

La décision de transformation en Société Anonyme ou en Société par actions simplifiée est précédée des rapports des Commissaires déterminés par la Loi. Le Commissaire à la transformation est désigné sur Ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête ou par décision unanime des associés.

Les associés doivent statuer sur l'évaluation des biens composant l'actif social et l'octroi des avantages particuliers ; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité.

A défaut d'approbation expresse des associés, mentionnée au procès-verbal, la transformation est nulle.

Article 20 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute par l'arrivée de son terme - sauf prorogation -, par la perte totale de son objet, par l'effet d'un jugement ordonnant la liquidation judiciaire ou la cession totale des actifs, par décision judiciaire pour justes motifs.

La dissolution anticipée peut aussi résulter d'une décision collective extraordinaire des associés. En cas de dissolution, la Société entre en liquidation.

Toutefois, cette dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au Registre du Commerce et des Sociétés.

La personnalité de la Société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention « Société en liquidation » ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés à la majorité des parts sociales, pris parmi les associés ou en dehors d'eux. La liquidation est effectuée conformément à la Loi.

Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des parts sociales qui n'aurait pas encore été remboursé. Le surplus est réparti entre les associés au prorata du nombre des parts appartenant à chacun d'eux.

Lorsque la Société ne comprend qu'un associé, la dissolution pour quelque cause que ce soit, entraîne, dans les conditions prévues par la Loi, la transmission du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Article 21 - CONTESTATIONS

Toutes contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés, les organes de gestion et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la Loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Statuts mis à jour suite à l'AGE du 17 MAI 2000.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

